

Dunkerque

PORT

LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE

VOTRE CORRESPONDANT :
Nicolas FORAIN
Tél +33 (0)3 28 28 74 11
cabdg@portdedunkerque.fr

Monsieur Dominique CHEVALLIER
Société Entrepôts et Transports CHEVALLIER
95 Avenue Marcellin Berthelot
BP 55
69702 GIVORS CEDEX

Dunkerque, le 17 MAI 2022

V/Réf. : votre courrier réf. ECO-2208 du 13 avril 2022

Objet : Dossier d'avis concernant les conditions de remise en état du site de la société SETC en cas de cessation d'activité

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité mes services dans le cadre d'un dépôt de dossier de demande d'enregistrement visant l'aménagement d'une plateforme logistique implantée sur la commune de Loon-Plage, au niveau de la zone Dunkerque Logistique International (DLI) Sud.

Conformément à l'article R. 512-46-4 alinéa 5 du Code de l'Environnement, vous devez joindre à votre dossier « (...) la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. ».

Préalablement et conformément au protocole d'accord qui nous lie, le bail à construction prévoira que l'ensemble des constructions et leurs accessoires, à l'exception de la partie ferroviaire, qu'ils s'agissent de biens immobiliers ou mobiliers, devra être déconstruit et retiré du site.

Par ailleurs, concernant l'usage futur du site, le Grand Port Maritime de Dunkerque retient un usage futur industriel. Il convient toutefois de préciser ici que la définition de l'usage futur industriel par Dunkerque-Port s'entend comme permettant un usage futur industriel sans servitude ni restriction empêchant, contraignant ou nécessitant d'importants aménagements pour permettre l'utilisation industrielle future du site.

Ainsi, au-delà des mesures proposées dans votre courrier cité en référence, nous vous demanderons :

- de procéder à la déconstruction et l'enlèvement de l'ensemble des constructions et leurs accessoires, à l'exception de la partie ferroviaire conformément aux termes du futur bail à construction,
- d'identifier les sources potentielles de pollution au travers d'un diagnostic environnemental, répondant à la méthodologie nationale des sites et sols pollués et aux normes en vigueur.

- dans le cas où un impact de la qualité des milieux devrait être identifié, de mettre en œuvre les mesures de gestion nécessaires à sa suppression ou à défaut pour le rendre maîtrisé et acceptable, en adéquation avec sa nature, l'usage futur retenu du site et l'état de l'art et de la technique, selon la méthodologie nationale.

Nous nous tenons à votre disposition pour tout complément d'information et vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.



M Maurice GEORGES